



**HAL**  
open science

## Le Tamatave de Vichy, 1940-1942

Claude Bavoux

► **To cite this version:**

Claude Bavoux. Le Tamatave de Vichy, 1940-1942. Revue historique de l'océan Indien, 2005, Dynamiques dans et entre les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien : XVIIe-XXe siècle, 01, pp.297-311. hal-03412303

**HAL Id: hal-03412303**

**<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03412303>**

Submitted on 3 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Le Tamatave de Vichy. 1940-1942.

Claude Bavoux

*La Réunion*

Vichy à Tamatave - à moins que ce ne soit l'inverse - c'est-à-dire un certain Tamatave du temps de Vichy, est un sujet qui a cela pour lui qu'il est sans doute induit par une demande sociale malgache. Mais c'est réellement, sans fard, beaucoup plus un sujet étranger de micro histoire, si on se cantonne à l'évocation du monde allogène. Ce sujet devient alors beaucoup moins engageant. En effet, c'est celui qui concernerait, en nombre de citoyens, un chef-lieu de canton jurassien ou breton, à cause de la rareté des allo-gènes vis-à-vis des Malgaches. Donc, ce sujet tient peut-être de l'histoire au ras du sol, un peu comme ceux qu'aiment les érudits locaux. On risque ainsi de tomber dans l'excès que condamne Marc Bloch : « *Celui qui ne s'intéresse qu'au passé est un antiquaire* »...

Le passé de Vichy dans cette ville n'a pas laissé de traces. Ou si peu. Le danger souligné par l'historien - celui de l'indolence réflexive - n'est pas si grand, car les archives sont très peu accessibles et le chercheur n'est pas noyé par les documents. Ainsi, les dossiers de la province de Tamatave, aux Archives d'Outre mer d'Aix-en-Provence, dont on a voulu différer le classement, Pompidou *regnante*, n'ont pas été constitués pour raison de soulèvement national. Quant aux sources de l'administration locale, elles ont pu, comme souvent cela s'est produit à Tananarive, s'envoler en fumée avant l'arrivée des Anglais. Certes, il reste bien quelques témoins octogénaires et nonagénaires qui veulent s'exprimer du bout des lèvres et quelques journaux censurés par Vichy. Or la presse n'est pas en odeur de sainteté parmi les historiens, toujours obsédés par les problèmes d'énonciation<sup>1</sup>. De la sorte, nous allons parler de peu de monde, sur un piètre sujet, en un minimum de pages.

Un peu pour situer le décor - sinon l'on risque de se sentir combien étranger - il nous faut évoquer le passé récent de Tamatave, avant le 18 juin 1940. Puis dans une sorte de galerie de portraits, on tentera une esquisse de cette vieille élite tamatavienne que le marginal P. Dussac eut le déplaisir de connaître d'un peu trop loin. Autrement dit, on évoquera les connivences locales des élites bourgeoises. Et enfin, par révérence pour ces ancêtres tutélaires, nous nous permettrons d'évoquer les heurs et malheurs des années 1940-1942, les travaux et les jours qu'ils connurent, sans trop outrepasser le cadre temporel que nous sommes censés évoquer.

## I - LE CADRE DU PASSÉ RÉCENT. ENTRE 1936 ET JUIN 1940

### Le prédictible d'avant la déclaration de la guerre

Un tout petit rappel chronologique s'impose : Cayla est gouverneur général (GG) par deux fois à Madagascar<sup>2</sup>, avec un premier passage de De Coppet entre 1939

1. Elle n'existe souvent qu'en un seul et unique exemplaire, celui du dépôt légal, fort mal parvenu à Paris durant la durée de la guerre. Trois dépôts tananariviens y suppléent, mal quelquefois.

2. Le 14 février 1939, Boussnot annonce à Cayla qu'il sera envoyé en AEF. G. Mandel semble peu disposé à renvoyer de Coppet à Dakar. Le 27 février, « *le camarade de Coppet* [nommé plus loin « *ce pitoyable de Coppet* »] *aurait décliné l'offre de vous remplacer à Tana* » annonce le flagorneur Boussnot. La nomination est enfin sûre en avril 1939. Cayla quitte Tananarive le 8 mai 1939; de Coppet quitte Marseille le 18 mai 1939. Puis Cayla revient de Dakar le 30 juillet 1940.

et 1940. Les deux hommes se détestent avant Vichy. Et après, bien sûr, puisque Cayla revient à Madagascar pour bien démarquer l'éviction du précédent. Ajoutons l'intermède d'Annet. Cayla, c'est Mussolini le petit, avec menton, petit œuf colonial et obsession génésique compulsive. De Coppet, c'est un gommeux, bizarre, littéraire - ce qui n'est pas un mal - gendre de R. Martin du Gard et ami de L. Blum. Il traîne une réputation très fâcheuse, infamante, imméritée, tant l'extrême droite a la langue bien pendue et le fantasme à fleur de peau. Annet, lui aussi, porte bien son uniforme de GG, mais c'est un chevalier à la triste figure qui a pour habitude, très hygiénique, de se promener le soir avec sa tendre épouse dans le quartier d'Antaninarenina. Mais cela accentue terriblement sa réputation de petit-bourgeois, auprès des notables *vazaha* de haute origine.

Ce rappel chronologique doit être contextualisé dans la capitale de la côte orientale : Cayla a un contentieux avec Tamatave qui date de 1918. Vingt ans après, les comptes sont apurés<sup>3</sup>, car s'il ne s'entend pas avec la Chambre de Commerce, trop réactionnaire<sup>4</sup>, il s'accorde fort bien avec les sucriers de Tamatave. Ainsi, un journal en 1937 l'accuse d'avoir perçu quelque menue monnaie ; aussi, le journaliste P. H. Vierne, rarissime futur médaillé de la Résistance, est condamné aux dépens. Retenons la hardiesse passésiste de Tamatave : « *Les vazaha* [de cette ville], vous savez qu'ils seraient, si on les laissait faire, beaucoup plus nuisibles qu'on pense à M. de Coppet. Leurs petits calculs personnels seront déjoués... »<sup>5</sup>.

La guerre approche et la fédération républicaine radicale-socialiste - qui compte bien plus de gens de droite que de républicains bon ton - élit Emery Nativel, avocat tamatavien, jusqu'ici président de la section de Tamatave, comme 2<sup>e</sup> vice-président<sup>6</sup> : il a présidé sans passion les Délégations financières et économiques pendant plusieurs années. Un autre Tamatavien, Palissière, directeur de l'École régionale, en est le trésorier-adjoint. Si Nativel a l'habileté de ne pas faire parler de lui dans les deux années Vichy, ce n'est pas le cas du second, plus jeune, qui immortalise son discours du 11 novembre 1941 dans *Servir*, hebdo chrétien et national<sup>7</sup>. Personne, d'ailleurs, ne s'avise par la suite de lui en faire grief.

À seule fin de mieux évoquer les frictions inter communautaires à ce moment très difficile, voyons la vie du quartier alors excentré de Salazamay<sup>8</sup> : en août-septembre 1939, le *fokonolona* (soit 500 personnes qui se disent spoliées) élève une plainte à propos de la main mise d'Eugène Boiron sur la propriété Rabanit, tombée en déshérence. C'est l'époque où le village se constitue autour de l'église actuelle. Cela concerne une cinquantaine d'hectares à l'Ouest de Salazamay. C'est énorme : « *On fait disparaître nos églises, nos pâturages* ». Un bruit se répand : le cimetière est vendu et il faudra payer pour enterrer ses morts ! Cette histoire serait assez banale, si elle ne mettait en scène Tho-

3. 6 juillet 1938 ; lettre à G. Boussenot ; 29 EVEOM/4.

4. La Chambre de Commerce de Tamatave n'a que faire du Front Populaire et des mesures que Cayla est obligé de prendre en janvier 1937 pour atténuer les coercitions de l'indigénat. On peut vérifier cet état d'esprit tamatavien dans le *Bulletin de la Chambre de Commerce de Tamatave*, n° 33, septembre 1936, p. 67, où il est dit clairement que l'on refusera l'application des lois sociales du Front Populaire à Madagascar.

5. 29 EVEOM/4, 5 mai 1939.

6. *L'Eclairer*, 8 février 1939, n° 348.

7. *Servir*, 5 décembre 1941, n° 44. Discours prononcé devant le monument aux morts, en présence des autorités et des légionnaires : « *La douce France a été gravement blessée par la faute de paresseux et de lâches... Avec les légionnaires, forgez le bon métal qui fera la grandeur de la France* ».

8. 3 D 286. Plainte du fokonolona de Salazamay.

mas<sup>9</sup>, alors administrateur - maire de Tamatave, futur pétainiste, à l'époque où Dussac y sévissait, Leroy aussi administrateur pétainiste de Tuléar, et surtout Ramanampisoa, un des actionnaires de *La Nation malgache* en 1935<sup>10</sup>, un gendre de Jules Ranaivo, un empêcheur de tourner - les *vazaha* - en rond. N'oublions pas Bourguine, le plus connu peut-être, pour avoir dénoncé, alors qu'il était administrateur en chef de Diego-Suarez, Moguez, un futur Compagnon de la Libération, mais surtout pour avoir fort mal accueilli les Anglais le 5 mai 1942<sup>11</sup>.

### L'imprévisible d'après la déclaration

Le 3 septembre 1939 à 17 h. Tamatave apprend par Radio-Saïgon que la guerre vient d'être déclarée. La nouvelle de la déclaration de guerre à l'Allemagne se répand le 4 septembre 1940. Et là, chez les Français, on note une différence essentielle avec la guerre précédente car l'institution des embusqués n'existe plus. Les administrateurs et les colons de moins de 35 ans sont mobilisés<sup>12</sup>. Cela ne signifie pas qu'ils partent tous en Métropole, mais ils vivent au moins le jour en caserne. Cela a deux incidences pour notre propos, l'une très accessoire : en effet, des femmes sont recrutées dans l'administration<sup>13</sup>, dont l'une des témoins essentiels dont j'exploite les propos et qui a été la secrétaire particulière des administrateurs en chef de la province jusqu'à l'arrivée des Britanniques. L'autre pour la suite des événements : plus que la nouvelle de l'armistice qui atterre tout le monde, Malgaches compris, cette mobilisation signifie un abandon massif pour longtemps de nombreuses activités dirigées par des Européens. Ce sont des Malgaches qui reprennent souvent les affaires, tant que faire se peut dans le privé ou des femmes, dans l'administration. C'est le Tamatave de l'improvisation et de l'inattendu, jusqu'ici exclus de la vie européenne.

Le 12 sept 1939, des soldats embarquent à Tamatave avec le premier contingent militaire à destination de la France. Un comité d'entraide, dès septembre 1939, tente de secourir les familles des mobilisés et des réfugiés de France ainsi que les soldats malgaches ; le comité est aussitôt dépassé par l'ampleur de la tâche. La gêne s'insinue plus qu'on ne peut le croire dans des familles européennes modestes.

Fin octobre 1939, quand l'URSS envahit la Pologne, le PC est dissout. Reste-t-il encore beaucoup de vrais ou de pseudo communistes malgaches dans cette ville ? Les journaux *Mongo* et *Prolétariat malgache* y sont évidemment interdits. On se félicite de cette interdiction. Léon Lafosse, surveillant en chef des Travaux publics, seul, semble faire les frais à Tamatave de cette décision politique. Il est arrivé à Tamatave avant 1914. Tout le monde le connaît comme président de la société de tir ; c'est le type même du brave homme. La police débarque chez lui, à Tanamakoa, le 9 octobre 1939. Lafosse a le tort d'être le secrétaire de l'Association Républicaine des Anciens Combattants et celui de la Ligue des Droits de l'Homme. Il a eu le malheur d'être gazé le 30 août 1918. C'est pourquoi il est toujours attaqué par l'odieux journal local nommé *L'Effort* comme « *repris de justice, etc. Il n'a pas fait son devoir dès 1914 alors qu'il*

9. 3 D 281. Thomas remplace le chef de région qui avait alors besoin de repos. Thomas est nommé p. i. à Tamatave du 18 novembre au 23 décembre.

10. Solofo Randrianja, *Société et luttes anticoloniales à Madagascar. 1896-1946*, p. 267.

11. Mais surtout pour être le fondateur de *Valeurs actuelles*.

12. 3 D 281. Des districts se retrouvent sans chefs pendant certaines périodes qui peuvent durer plusieurs mois.

13. *L'Eclairer*, 13 septembre 1939, n° 378.

avait 30 ans... ». Lafosse a une pensée sociale : « *Nos pauvres Malgaches mobilisés sont dans une complète misère ; ils crèvent de faim dès le 1er jour ; ils n'ont que 5 à 6 F/jour, alors que le kg de riz est à 1, 75 le kg* ». Le GG de Coppet, gentilhomme de qualité, qui se dit de gauche, s'inquiète, dix jours après la perquisition, de savoir si l'Association Républicaine des Anciens Combattants a vraiment été dissoute<sup>14</sup>. Cette anecdote illustre le peu de cas qu'il faut faire du Français de gauche quand Vichy se fait jour.

La IIIe République se meurt ; Vichy arrive. Le 16 juin 1940, de Coppet, à 23 heures, adresse un message au Gouvernement de France : il préconise une résistance opiniâtre jusqu'à la victoire finale<sup>15</sup>. Il confirme le lendemain ; le surlendemain un groupement de toutes les catégories de la population câble au Gouvernement et à toutes les colonies de continuer la lutte<sup>16</sup>. Il semble que Tamatave veuille continuer la lutte. Vierné<sup>17</sup> publie dans Tamatave, le 19 juin, un article qui préconise la résistance à l'Allemagne, intitulé « La douche écossaise ». Des télégrammes de toutes les provinces de l'île demandent au GG de continuer la lutte.

Le 25 juin arrive quand un bateau anglais armé, le croiseur auxiliaire Ranchy, accoste à Tamatave. Le 26 juin de Coppet câble au gouvernement de Bordeaux et à toutes les colonies qu'il veut résister. Le commandant du Ranchy reste à Tamatave ; un officier se rend à Tananarive ; il déjeune avec de Coppet. Le Ranchy quitte le port le lendemain ; de Coppet semble déçu ; il a vu seul à seul l'officier anglais. Il semble qu'il ait demandé quelle aide il pouvait espérer de la Grande-Bretagne et que l'officier ait dit qu'il n'avait pas d'instruction<sup>18</sup>. Nous y sommes ; Tamatave est vraiment en guerre, sous Vichy. Cela n'a rien de très pénible, pour les *vazaha*. On se croirait presque dans un de ces romans ennuyeux et séduisants de Marguerite Duras où les heures sont si longues à passer.

Alors on se désennuie difficilement, en regrettant les bals passés, désormais interdits, en lisant journallement des feuilles de chou qui ne proposent qu'un recto-verso<sup>19</sup> censuré localement, puis en colportant toutes sortes de nouvelles comme les messages familiaux qui passent à la radio, que certains favorisés du sort peuvent posséder. Les hangars du port sont mités et n'offrent pas de Madagascar une vue des plus accueillantes. En énormes caractères, sans doute pour faire plus neuf, on a dessiné en août 1942 sur ces hangars l'équation simpliste et réversible suivante « Vichy = Pétain = France », afin que nul Anglais n'en ignore. On va se promener dans le port d'autant plus facilement que l'activité y est des plus réduites, le blocus anglais y est pour quelque chose. Et sur la jetée, on tente de mieux voir les citernes flottantes d'alcool carburant. La nuit, la police fait la chasse aux chiens parce que la rage sévit<sup>20</sup>. On circule peu dans les rues de toute façon pour raison de couvre-feu<sup>21</sup>. Les magasins de dépôt de bois pour véhicules à gazogène, en bordure du boulevard de l'Ivondro et de la rue

14. Affpol 2343/3.

15. *Informations de presse*, 18 juin 1939.

16. *Informations de presse*, 25-26 juin 1939.

17. *Volonté*. Mercredi 25 février 1943, n° 738. Vierné redonne son article du 19 juin 1940, dans lequel il veut résister, où il fait part de l'appel de De Coppet « à tous ceux qui agissent et qui pensent ».

18. Ces informations proviennent des procès à la Haute Cour de Justice de Cayla, 3 W 128, et d'Annet, 3 W 48.

19. Arrêté du 17 juillet 40 sur la restriction de la consommation de papier.

20. *Volonté*, 12 décembre 1941, n° 688.

21. *Volonté*, 30 avril 1941, n° 591.

Lieutenant Bertho ne passionnent que ceux qui disposent d'un véhicule. C'est l'heure de gloire pour le concepteur réunionnais local de ces véhicules<sup>22</sup>. Outre le rhum, Tamatave, ce *tany lavitra andriana*, que les officiers de la Reine se mettaient facilement à aimer, après avoir tant regretté les Hautes Terres, distille un *blues* des plus épais. C'est celui de l'ignorance totale de ce que le blocus hostile suscité par Cayla peut (ne pas) lui apporter.

## II - UNE ÉLITE DE CONNIVENCE

Avant de répondre à la question de savoir qui tient cette ville en main, relativisons les chiffres du recensement du 1<sup>er</sup> janvier 1940 : soit 30 000 Français à Madagascar, plus de 8 000 dans Diego-Suarez, un petit peu moins dans la capitale et plus de 4 000 dans Tamatave<sup>23</sup>. Dans un rapport du 9 avril 1942 au Secrétaire d'État aux Colonies<sup>24</sup>, Annet est fier de faire parler les chiffres à l'occasion de la réorganisation de la Légion par l'adjonction récente de Volontaires et /ou d'Amis :

	Amis <sup>25</sup>	AC Malgaches	AC Européens
Diego	43	15	93
Fianar.	107	181	67
Majunga	68	43	81
<b>Tamatave</b>	<b>125</b>	<b>62</b>	<b>139</b>
Tananarive	159	421	325

Annet poursuit : « *Tamatave est la section la plus active, la plus ardente, divisée en commissions. Très bel esprit de cohésion* ». Au moment où le régime se fait de plus en plus réactionnaire, Tamatave se distingue. C'est assez inattendu, car on aime ici beaucoup plus les affaires que la politique depuis le début des années 1880.

Il faut avoir en tête un troisième chiffre, plus parlant, celui des votants aux Chambres de Commerce, et c'est là que l'on se rend compte de la sur représentation de la ville qui vote - depuis 1924 - plus que les autres aux Délégations financières pour la raison que les commerçants y sont plus présents que partout ailleurs. Pourquoi cette paradoxale attirance pour le maréchal qui porte beau ?

### Le monde du privé

La réponse demande un peu de recul. Ceux qui, alors, ne les tiennent pas en estime, autant dire les Français, qu'ils soient ou non possédants, soulignent que les Indiens et les Chinois<sup>26</sup>, qui ne peuvent plus exporter leurs bénéfiques, investissent. En 1941, la majorité des ventes urbaines, voire rurales (vallées du Nord : Ivoloïna et du sud : Ivondro) sont de leur fait. On parle alors d'accaparement de la richesse foncière.

22. *Volonté*, 2 avril 1941, n° 588.

23. 29 869 Français ; Diego : 8 220, Tananarive : 7 939 ; Tamatave : 4 166. Le rapport politique 1942 indique 4 751 Français. 2 D 198.

24. 6(2) D 49.

25. Les Volontaires ont entre 16 et 21 ans.

26. Affpol 2414/1. Saint-Mart à Pleven, Commissaire national aux colonies. En janvier 1943, Laurentie préconise de renforcer le décret du 21 juin 1932.

Ces Asiatiques, si riches soient-ils, n'ont pas le loisir ni le privilège de fréquenter le Cercle pour cause de nationalité : il faut être français pour le fréquenter, depuis que Gallieni l'a voulu. Leur puissance financière n'est pas si opaque qu'on veut le dire. « *Les capitaux disponibles cherchant à s'employer, l'import-export étant impossible, aussi achète-t-on beaucoup d'immeubles, bien que ceux-ci aient déjà atteint des prix très élevés* »<sup>27</sup>. Il y a dans ce jeu financier d'exclusion, où les Français ont un bien mauvais rôle, une recherche à faire qui dépasse de loin de cadre de cet article.

### L'oligarchie du batelage, de la balance et de la banque

Aucun de ces Asiatiques n'accède à l'oligarchie du batelage. Il faut dire qu'elle est née vingt ans avant la colonie, deux générations auparavant. La Société de batelage des chargeurs de Tamatave, rue Amiral Billard (Ohrel, légionnaire assidu aux réunions de la Légion des Anciens combattants, Maurice Bonnet<sup>28</sup> et Marius Aubry, administrateurs<sup>29</sup>), le Batelage des Chargeurs réunis, la Société du Wharf, et la Société de manutention maritime sont tenues en mains par, tout au plus, deux dizaines de commerçants et industriels, par ailleurs importateurs et exportateurs. Ils ont pris en note depuis l'automne 1940 qu'ils n'avaient plus accès à l'importation directe : les trois Grâces du commerce, que sont la Marseillaise, la Lyonnaise et la Société industrielle et commerciale de l'Emyrne-Rochefortaise, ont en effet le monopole au temps de Vichy. Cela ne gêne en rien l'ordre tamatavien des choses : les mêmes ou leurs parents, dirigeant localement, souvent depuis des décennies, les agences de ces trois sociétés.

Par exemple la famille Boiron, à l'occasion consignataire de cargaisons de navires qui arrivent au port, dirige celle de la Marseillaise. Le père Eugène, 58 ans, est arrivé, à 19 ans, en 1901 à Tamatave comme trésorier de la Chambre de commerce. Il a fait carrière depuis, puisqu'il est pérennisé, en juillet 1940 pour deux ans, par le GG, dans sa fonction de potentat de la Chambre de Commerce<sup>30</sup>, puis de « *représentant de la population européenne* », auprès du GG<sup>31</sup>. Il est le vindicatif propriétaire du *Colon*<sup>32</sup>, l'un des deux journaux de la ville<sup>33</sup>. Dussac a été sa tête de Turc en 1937. Et réciproquement. En juillet 1941, comme il est Ancien Combattant<sup>34</sup> et que depuis 1936, il a l'âme politique<sup>35</sup>, il est du bureau de parrainage des personnes désireuses de s'affilier aux Amis de la Légion française des Combattants<sup>36</sup>. En guise de vœux pour l'année 1941, il préconise la passivité et l'acceptation de l'état des choses : « *Réduits au rôle de spec-*

27. B 33421. Archives du Ministère des Finances. 25 juin 1941. La Banque de Madagascar a tout à gagner à cet engagement car de trop nombreuses hypothèques étaient en cours qui peuvent, de ce fait, être apurées.

28. *L'Echo du sud*, 8 avril 1939, n° 522. Maurice Bonnet est le fils du fondateur de la maison F. Bonnet. M. Bonnet est nommé, avec exequatur, consul de Danemark à Tamatave.

29. *Volonté*, 16 avril 1941, n° 589 et *Le Colon*, 5 avril 1941, n° 1204.

30. Vichy supprime les présidences des Chambres de Commerce.

31. *JOM*, 19 septembre 1942, n° 2968.

32. À ce titre, il est le pourfendeur de Dussac. 6 (7) D 47. *Le Colon*, E. Boiron, 3 octobre 1931 : « *Vous allez nous dire que vous n'avez pas les moyens légaux d'agir. Attendez dans votre béate quiétude le Grand soir que préconise la doctrine communiste, et vous verrez, à ce moment, si les élèves de Dussac, le crâne bien bourré de doctrines moscoutaires se soucieront de la légalité pour vous assassiner vous et vos familles, pour piller vos biens et assouvir leurs infâmes appétits* ».

33. 9 B 695. 28 octobre et 3 novembre 1932 ; M<sup>me</sup> Lucie Oltz *Le Colon de la Côte est* ; procès en appel, et 6 (7) D 4.

34. Il arrive sur le front en juillet 1917. Les AC de droite sont à l'UNC ; ceux de gauche à la FNCR.

35. *Le Colon*, 26 avril 1936, n° 788.

36. *Le Colon*, 26 juillet 1941, n° 1220.

tateurs, mais de spectateurs tout particulièrement intéressés à l'issue de la bataille, nous ne pouvons malgré tout que nous montrer satisfaits du présent»<sup>37</sup>.

Au demeurant, qu'on se rassure, E. Boiron survit à Vichy, puisqu'il est du Comité central de la France Combattante en février 1945 ; en compagnie du Tamatavien Barrois et de M<sup>me</sup> Girard, qui est une vraie héroïne<sup>38</sup> et qui accepte de composer. Quant à Madame Boiron, sa belle-fille<sup>39</sup>, elle est secrétaire du comité central tananarivien de la France Combattante, investie par les anciens maréchalistes, en novembre de la même année<sup>40</sup>. Le virage politique a bien été amorcé<sup>41</sup>.

On retiendra, dans le groupe restreint des sucriers, les deux familles Edgar Payet et A. Goldoni. Certes E. Payet, sucrier propriétaire de Melville (400 ouvriers) décède à Antsirabe, en pleine tourmente métropolitaine, le 22 mai 1940<sup>42</sup>. Son fils, René, lui succède durant un laps de temps assez court, puisqu'il meurt tué par les Zoulous, trois ans après son père. René n'est pas n'importe qui : il est mobilisé comme adjudant-chef à Diego-Suarez au 2<sup>e</sup> RMM ; il est de langue maternelle malgache. Il possède un journal lui aussi : c'est *Radio-Effort*, la voix quasi-intégrale de son maréchal. Quotidienne. Recto - verso. Antisémitisme<sup>43</sup>. L. Bonnefoux (légionnaire, évidemment) est la force agissante, l'administrateur délégué de la société. Dans l'année qui suit le décès, les actionnaires se réunissent<sup>44</sup> et, comme l'argent ne trouve pas à s'employer localement, ceux qui en ont, investissent : on recapitalise la société dont les actifs ne sont pas extensibles, pour la raison que le foncier, du côté de la vallée de l'Ivondro, prend une valeur considérable.

Traduisons autrement : dans une ville où le prix du sucre fait scandale depuis 1936<sup>45</sup>, où le sucre vaut bien plus cher qu'à La Réunion ou en Métropole, avoir la main mise sur le sucre vaut rente de situation. La société C. Rollo et P. Duponsel, doublement mauricienne, acquiert 40% des parts. Ainsi, les Mauriciens retrouvent de la sorte un domaine où, par le passé, ils ont excellé à Tamatave<sup>46</sup>. Une légende veut que Rollo ait été gaulliste - il est très vrai que les indics l'ont embêté pendant un temps<sup>47</sup> - alors que ce n'était pas le cas du second. Mais on sait ce que valent les légendes politiques. Elles cèdent vite devant les intérêts matériels.

La sucrerie La Bourdonnais<sup>48</sup>, anciennement Amode Khan Amir Khan - le milliardaire sourti<sup>49</sup> aux 40 enfants - située à Brickaville, représente en volume trois fois la précédente. Elle porte son capital à 7,5 millions de francs en 1941, chiffre énorme.

37. *Le Colon*, 4 janvier 1941, n° 1192.

38. Sur la goélette de Maurice Aujoulat, commerçant à Tananarive, elle traverse le canal de Mozambique en avril 1941 avec sa fille et son mari. Voir DS 280. Désertion. 1940-1941.

39. M<sup>me</sup> Boiron mère est décédée en 1939. E. Boiron décède lors d'un cyclone en janvier 1949 dans de dramatiques circonstances.

40. *En Action*, 7 novembre 1945, n° 34. Cette association ne veut rien moins qu'une liaison plus étroite avec le CNR de Paris et mettre en pratique les recommandations de Brazzaville. Boiron est élu en janvier 1947. C'est lui qui a le plus grand nombre de voix, devant Albert Sylla ou Robert Rabesahala.

41. *Paris-Tana*, 22 février 1937, n° 25. Eugène Boiron vient de céder *Le Colon* à P. H. Vierre.

42. Son frère Toussaint semble ne pas avoir la même surface sociale.

43. 19 mai 1939, n° 184. *L'Effort* de Tamatave aime citer *Je suis partout*.

44. *Le Colon*, 26 avril 1941, n° 1207.

45. *La Voix de Madagascar*, 14 avril 1938, n° 6. Un procès a eu lieu qui a dû disculper le gouverneur général Cayla. en personne. L'article relaye *Volonté* de Tamatave.

46. Voir les travaux de Dominique Bois en la matière.

47. Témoignage de sa fille, feu M<sup>me</sup> J. Rollo.

48. Angle boulevard Joffre et rue Paul Doumer. Goldoni habite rue F. de Mahy, une maison cossue mais discrète.

49. Voir *Islam et métissage*, Claudine Bavoux.

Cela se fait un mois avant la précédente<sup>50</sup>. Ne faut-il pas investir par des temps pareils ? L. Paniandy, agent Renault, ancien prêteur sur gages<sup>51</sup>, agent d'affaires nanti, transporteur, industriel, en est l'administrateur délégué. Goldoni, quant à lui, est la discrétion même. Négociant dès 1900, armateur<sup>52</sup>, industriel, fuyant l'apparat et les cercles, il paie sa contribution à toutes les œuvres pétainistes imaginables<sup>53</sup>. Les pouvoirs publics le lui rendent bien<sup>54</sup> puisque à la fin de la période de Vichy, il est devenu, à une époque où on boit énormément, le pourvoyeur en titre de l'alcool des Européens et des Malgaches.

Pour ce qui est de la banque, avant de rouvrir le Who's who local, encore faut-il noter qu'en janvier 1941, un fait économique majeur pour la ville se produit : les 3 banques (CNEP, Banque de Madagascar et Crédit Foncier de Madagascar) obtiennent de nouveau le droit de faire des avances sur marchandises. Cela se faisait jusqu'en mai 1940, puis la machine française s'est enrayée. D'atermoiements en attente différée, la nouvelle arrive enfin. Désormais, les pulsions de rébellion envers l'autorité s'effacent. Le colonat plie devant les séductions de Vichy<sup>55</sup>. Cayla de retour de son équipée dakaroise marque là un point majeur. Mais c'est Annet qui récupère la mise dans les mois qui suivent, puisque Cayla s'en va à la retraite en avril 1941.

Le brillant jeune directeur de la Banque de Madagascar, R. Péan de Ponfilly le sait<sup>56</sup> fort bien. Appelé sur le front en avril 1917, comme sous-lieutenant d'artillerie, alors qu'il n'a que 19 ans, il a non seulement l'aisance des gens qui savent, mais aussi celle de ceux qui possèdent. Qui mieux qu'un directeur de banque peut sonder les cœurs et les portefeuilles ? À la mi-janvier 1941, il écrit à son ami Ponvienne, ancien administrateur-maire de Tamatave, ancien secrétaire général à Saint-Denis, éminent personnage, nommé gouverneur en titre, dont Annet a peur<sup>57</sup>, et lui fait part du fait que Goldoni a donné aux œuvres la somme de 340 000 F<sup>58</sup>, soit une année de traitement d'un haut fonctionnaire, preuve de l'excellence du marché et des moyens financiers de certains au milieu de la débâcle. En août 1942, alors qu'il sait parfaitement que les Anglais vont reprendre Madagascar, Ponfilly<sup>59</sup> revient, avec amertume, sur le même sujet, il s'adresse au nouveau chef de la Légion des Anciens combattants, le médecin colonel Besse : « *Des patrons ont accumulé des bénéfices considérables dans des conditions légales, résultats des malheurs du pays... Il n'y a qu'à voir les dons au Secours National... Les sacrifices à demander au patronat sont un enseignement du*

50. *Le Colon*, 22 mars 1941, n° 1202.

51. Dans les années 1900-1920, ce serait l'origine de l'aisance de son patron, Goldoni.

52. Les goélettes de A. Goldoni animent le commerce de la côte Est de Mahanoro à Maroantsetra.

53. Le 16 janvier 1942, Ponfilly fait savoir au gouverneur Ponvienne, secrétaire général du gouvernement général que Goldoni a donné, en moins d'un an, 340 000 F aux œuvres du maréchal. 6 (2) D 49.

54. Les chiffres sont sensiblement différents dans le *JOM* du 23 sept 1942, n° 2969. 1 500 t. sucre, 2 900 hl. d'alcool 90° et 5 900 hl. de *betsa* ; 350 ouvriers.

55. 1 affp01 3227. Message du 2 septembre 1940. Le *Bulletin des Informations de presse* du 1<sup>er</sup> septembre 1940 a diffusé dans un numéro spécial le texte de loi du 20 août qui accorde la garantie de la colonie et celle de l'État aux prêts à consentir sur les stocks de produits locaux destinés à l'approvisionnement de la Métropole. Voir de même le texte de loi du 13 août relatif à l'ouverture d'un compte d'avance pour couverture des achats intéressants le ravitaillement général, tout comme l'arrêté local du 21 août ratifié par le Ministre des Colonies sur le compte des primes au café ainsi que l'aide aux petits planteurs. Soit 12 M de F.

56. 6(2) D 49. Ponfilly est certainement le plus maurassien des Français de Madagascar.

57. Ce détail apparaît plusieurs fois durant son procès à la Haute Cour de Justice.

58. 6(2) D 49. 16 janvier 1941.

59. 6(2) D 49. 8 avril 1942. Il est aussi membre du tribunal d'honneur de la Légion.

*Maréchal... Des patrons sont initiateurs de ce projet, quel que soit leur rang social. Aucune pensée démagogique ne nous guide*»<sup>60</sup>.

Seul Tamatavien membre du tribunal d'honneur de la Légion, président de la section locale de la Légion, président du Golf Club – auquel, selon deux témoins<sup>61</sup>, n'adhèrent que des maréchalistes – Ponfilly a beaucoup à faire pour donner des idéaux non contingents à l'élite locale. Il a beau citer *Lumière* de Fianarantsoa (les jésuites sont en ces temps rivés à l'idéologie franquiste, salazariste et maréchaliste), Jacques de Bainville<sup>62</sup>, Maurras<sup>63</sup>, Pétain<sup>64</sup>, le comte de Chambord, rien n'y fait. L'élite est non seulement obtuse, mais elle a la tête près du bonnet. Elle se moque bien de prendre en compte la grave question sociale des Français au chômage. Le vice-président de la Légion, Gerbeaud J. Julien, négociant en vins, qui, lui, a fait très peu d'études, est un ancien engagé de la Coloniale. Il paye volontiers son verre de vin, mais ne peut pas aller plus loin. Boiron se fait excuser, depuis que l'on parle de solidarité.

Charles Henri Golaz<sup>65</sup>, personnage haut en couleur, («*la vieille bourrique de Golaz*» dit de lui désobligeamment Thomas, l'administrateur chef, en 1937) qui a donné sa somptueuse villa à la Légion<sup>66</sup>, tente de faire face à tant d'impératifs sociaux. Il est de tous les rendez-vous du bureau de la Légion française des Anciens Combattants, comme Toulorge, beaucoup moins aisé, qui ne peut en rien aider les chômeurs maréchalistes. Chacun en reste aux vœux pieux : «*L'heure est aux actes*»<sup>67</sup>, dit-on à la Légion tamatavienne pour conjurer l'effet des événements en cours. Dès la mi-septembre 1942, C. H. Golaz se retrouve confronté à la proximité du quartier général britannique qui se trouve à la Résidence, c'est-à-dire de l'autre côté de la rue. C'est son plus grand titre de gloire, après celui d'ancien combattant.

Bref, Ponfilly, dont on ne peut pas contester les principes moraux de haute tenue, prêche dans le vide d'une colonie sourde, sordide et muette : «*Certains pensent qu'ils n'ont aucune charge morale... Il existe de larges trésoreries que permet, par exemple, la liquidation d'une entreprise. L'ordre nouveau doit tenir rigueur de ce comportement. Les autorités devraient manifester leur sympathie à l'égard de ce mouvement social. Le matérialisme faillit nous perdre sans le Maréchal... Si M. le GG affirme officiellement son vœu de voir chaque entreprise prendre à son compte la charge dans la part du chômage propre à son personnel, cette formule se généralisera aussitôt... ne plus se comporter en véritable mercanti... [Il faudrait] des règles françaises nouvelles entre patrons et employés*»<sup>68</sup>.

Sans illusion aucune - comme Maître Pain à Tana ou le richissime planteur René Planton - il écrit fin août 1942, au général Guillemet, alors que plusieurs avions anglais sont venus faire leurs vols de reconnaissance depuis Diego-Suarez et que la ville

60. 6(2) D 49. 12 août 1942.

61. Messieurs Rollo et Toulorge. Frère et sœur peuvent ne pas partager les mêmes convictions politiques ; voir note 47.

62. 6(2) D 49. 12 juin 1942.

63. 6(2) D 49. 28 avril 1942.

64. 6(2) D 49. 3 juillet 1942.

65. C.H.Golaz, est consul de Suisse chargé des intérêts italiens, quel que soit le régime (voir *JOM*. 28 octobre 1939, p. 1358 ; *Informations de presse*, 10 mars 1943, n° 111). En 1937, Charles Henri Golaz est nommé, le 17 décembre, membre de la commission municipale en remplacement de Dupré.

66. *Lumière*, 8 décembre 1941, n° 330. Il s'agit du «*Chalet suisse*», encore si beau aujourd'hui, face à la mer, et voisin de la résidence de villégiature du président de la République malgache.

67. 6(2) D 49. 6 juillet 1942. PV de la 16<sup>e</sup> séance du Comité de Tamatave.

68. 6(2) D 49. 6 juillet 1942. PV de la 16<sup>e</sup> séance du Comité de Tamatave.

se trouve pratiquement en état d'alerte, en se consolant des malheurs du temps à l'idée que Gergovie va pouvoir receler, sous peu, un peu de terre de cette bonne ville de Tamatave<sup>69</sup>. Les annales ne disent rien de la suite. Mais la chronique Ponfilly se poursuit, puisque le Golf Club tamatavien n'a pas cessé ses activités, que l'on sache, ni la Banque de Madagascar<sup>70</sup>. Vichy n'est jamais que l'écume des si beaux jours de Tamatave.

Ce club de golf est un révélateur de la vie sociale des nantis. Écoutons Georges Lenne, administrateur supérieur de la région, portant beau et séducteur de 60 ans<sup>71</sup> : « *La colonisation étrangère non asiatique a son club et joue au golf. Ces mœurs situent assez bien son climat politique. Généralement mauricienne, appartenant au monde des affaires, elle s'évertue à ne pas paraître trop dépaysée dans une atmosphère française. Ses sympathies vont à ceux qui la font vivre et prospérer et qu'elle désire revoir pour renouer avec le passé. Ses relations avec l'administration sont correctes* »<sup>72</sup>.

Ceux qui ont été évoqués jusqu'ici ne sont que ceux que l'actualité économique et maréchaliste a placés au premier plan. Les stratégies d'évitement des autres, vingt fois plus nombreux, font qu'ils acceptent de signer leur allégeance au maréchal s'ils sont fonctionnaires ou qu'ils font acte d'allégeance sous mille et une autres façons, s'ils appartiennent au privé. À tout prendre, à Tananarive, est-ce que O. Mannoni<sup>73</sup>, pourtant un modèle de discernement intellectuel, n'a pas signé, lui aussi, comme tout le monde ?

Il n'est pas jusqu'aux Franco-Mauriciens, dont G. Lenne feint de se méfier dans son rapport, à s'accorder avec le nouvel état des choses. Mais ces derniers s'intègrent à ce jeu, d'autant plus facilement que leur coloration politique n'a jamais été farouchement progressiste jusqu'ici<sup>74</sup>. Les mêmes ou leurs frères, fréquentent soit le club hippique d'A. de Jouvincourt<sup>75</sup>, soit l'aéro-club fermé dès les restrictions, certainement fin 1939. Ce sont les mêmes aussi qui possèdent les précieuses informations internationales parce qu'ils détiennent chacun une radio, objet culte des moins bien partagés<sup>76</sup>.

Pourquoi évoquer un objet si contingent ? C'est parce que le poste de radio, d'apparence si bénigne, opère vite un démarquage entre Européens : très vite l'espionnite sévit dans ce microcosme allogène du commerce. Objet de fascination, d'admiration, la bourgeoisie, qui donne le ton et qui écoute la BBC et les cinq ou six longueurs d'onde qui émettent en français, est dénoncée par le monde jaloux des fonctionnaires qui fait bloc autour des ordres tout nouveaux venus de la France du Maréchal. En effet, seuls les fonctionnaires alliés aux familles installées localement, sans idée de retour<sup>77</sup>, possèdent un poste TSF ; les autres n'y ont pas accès. La police se sert d'indics malgaches et français pour confondre les auditeurs en voie de dissidence. C'est l'époque des agents en bourgeois<sup>78</sup> avec son minable cortège de dénonciations, voire de condamna-

69. Le commandant Gaudillère emmène en effet, par avion, en Auvergne, la terre des six provinces malgaches.

70. Qui ne voit cependant pas son privilège d'exclusion se perpétuer après 1944.

71. 3 B 160. 22 juillet 1942 ; Lenne : appréciation d'Annet : « *Administrateur chef à la retraite le 23 octobre prochain ; excellent ; possède toutes les garanties morales et politiques qui conviennent. Le maintenir en activité* ».

72. La presse mauricienne applaudit la surprenante visite de Cayla à Rome début juillet 1936.

73. Le futur psychanalyste archétypique de l'analyse de la situation coloniale est professeur au lycée Gallieni.

74. 2 D 198 ; rapport cité.

75. *Le Colon*, 1<sup>er</sup> novembre 1941, n° 1232.

76. R. de Comarmond : *Radio Tamatave* est son magasin. H. Renaud, né Tamatavien, d'origine mauricienne, vend des postes branchés sur batterie avec 100 heures d'autonomie.

77. Dès 1931, les premiers administrateurs, mariés sur place, prennent leur retraite à Madagascar après y avoir accompli leur carrière entière.

78. PT 238. 15 novembre 1941. Bruniquel maire de Tana.

tions. Mais, en général, il n'est pire témoin qu'un ancien policier<sup>79</sup>. Bien plus que l'armée, la police est la véritable grande muette. Des condamnations sont prononcées<sup>80</sup>. Mais les archives, pour l'heure, sont muettes.

### III - ÉLÉMENTS DE LA VIE DE LA CITÉ EUROPÉENNE

On ne peut pas en rester à un constat d'échec ou à l'idée curieuse que l'amiral gaulliste Jubelin se fait des Français de cette ville quand il y arrive, comme jeune capitaine de corvette, en 1943<sup>81</sup>. Pour lui, « *les habitants de Tamatave sont à 100 000 lieues de la guerre* ». Et d'avouer son ressentiment contre ce pays calme, contre ces gens « *endormis dans la chaleur tropicale ; ils avaient accumulé des richesses* ». C'est, selon lui, tout ce qu'ils avaient su faire<sup>82</sup>.

#### Une méthode d'investigation

Le manque patent d'archives - on peut comparer, par exemple, avec tout ce qui existe sur Majunga - conduit à débusquer le témoin oculaire. Plus de soixante ans après, il se fait rare. Il s'agit en premier lieu, de le détecter, et rares sont ceux qui ensuite acceptent un entretien. Parlons méthodologie : il s'agit évidemment d'entretiens dits compréhensifs. Jean-Claude Kaufmann est l'orfèvre en la matière<sup>83</sup>. Seul ennui, il s'arrête très professionnellement sur le sujet de savoir « Pourquoi les gens parlent ». Or l'historien butte sur le fait qu'il y a des noyaux durs, insécables du souvenir. C'est certainement là que gît le lièvre. Le lièvre de la méfiance incarnée, bien sûr, pas celui de Mars, celui d'*Alice au pays des merveilles*, connu pour avoir la folie en tête, qui aurait mieux convenu à l'historien.

Prenons le cas de l'histoire suivante, soumise à des témoins comme document incitatif à la discussion : l'église Saint-Joseph de Tamatave célèbre, le 15 octobre 1941, le 80<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation. Comment ne pas assister à un tel événement, si on est pratiquant ? En 1881, les Jésuites avaient fort à faire tant la population allo-gène était de mœurs dissolues<sup>84</sup>. Cela vaut donc commémoration<sup>85</sup>. Première messe en présence du Père Bobillier, le RP du moment, aimé de tous. C'est le début d'un triduum eucharistique ; cela dure donc trois jours, les 15, 18, 19 octobre. Imaginons les deux vaisseaux de la Royale, l'Iberville et le Compiègne qui ont quitté Diego-Suarez pour la mauvaise rade de Tamatave. Pour ce congrès eucharistique, le stade est décoré. Les tribunes en béton sont là depuis trois ans, comme neuves. Procession avenue de la Gare, boulevard de la République, voire avenue Pétain<sup>86</sup>. Les chaussées sont décorées par la municipalité. Laissons parler le correspondant de *Lumière* : « *Au stade les trois couleurs sont hissées avant la messe solennelle de clôture avec commandement des*

79. L'un d'eux, récemment décédé, Max Chalopin, dont nous saluons la mémoire, a tenu un journal quotidien, dont nous avons pu, ponctuellement, profiter de la teneur. Son fils, commissaire de police renommé, détient aujourd'hui le précieux document.

80. *Lumière*, 8 décembre, n° 330 ; deux condamnés à Tamatave pour réception d'émissions interdites.

81. *Marin de métier, pilote de fortune*, Amiral Jubelin, p. 327 et p. 334.

82. C'est aussi l'opinion de M<sup>me</sup> Y. Bablon, femme aux convictions politiques très affirmées, de retour de métropole, début 1943.

83. *L'entretien compréhensif*, Jean-Claude Kaufmann et François de Singly, 1996.

84. Les Montfortains remplaçant les Jésuites à Tamatave depuis la création du vicariat en 1939.

85. Voir le chapitre « Le débrillé des mœurs » dans *Les Réunionnais de Madagascar de 1880 à 1925*, thèse C. Bavoux, t.1 : pp. 161-169.

86. Conversion du boulevard de la République en boulevard Maréchal Pétain ; *JOM*, 26 avril 1941. F. Brunet.

*officiers, présentations des armes et sonneries de clairon. Pendant la procession, le dais est porté par les marins en col bleu, escorté de soldats. Les cordons sont tenus par les plus hautes autorités civiles et militaires... Mgr Le Breton est le vicaire apostolique de Tamatave. Quatre autres évêques sont présents».*

C'est la fête dont aucun témoin ne se souvient. Et pour cause ; trop de flas tuent le témoignage ou plutôt la recherche de l'effet, visiblement voulue par l'institution ecclésiastique lors de cette commémoration, entraîne, longtemps après, la méfiance ou l'oubli, la gêne peut-être. La proximité avec des institutions politiques ou religieuses engendre la compromission, dont il est bien agréable de refouler le souvenir. Cette alliance du sabre et du goupillon avait pourtant du panache, mais elle véhicule tout un pan de la mémoire politique – *lato sensu* – sur lequel nul ne veut ou ne peut s'exprimer. Les gentils marins avaient pourtant de l'allure. Mais rien n'y fait. Que ce soit de l'entretien participant, racolant ou pas. Des pans entiers de la mémoire des années troubles se sont évanouis dans l'intérêt de tous.

### **Le boy-scout tamatavien**

Pour mémoire, nous évoquerons un autre événement local, une semaine après le triduum, le mot d'ordre en première page - il n'y en a que deux - du *Colon* : « *Le slogan de Tamatave, c'est : « Pour la légion ou contre la France »*<sup>87</sup>. Les personnes désireuses de s'affilier au groupement des Amis de la Légion n'ont qu'à se rendre à la permanence du Comité d'action<sup>88</sup>. C'est là où, en 2004, se profile encore, sur les murs de la Province autonome de Tamatave, un magnifique Chantecler en mosaïque, doré sur fond rouge, dont on peut gager qu'il est l'unique survivant public.

Nous suivons les légionnaires nouveau genre un moment pas à pas : les Volontaires de la Révolution Nationale, nouvelle section de Tamatave, vont effectuer une première sortie. Rien de guerrier, là-dessous. Rien de paramilitaire ; plutôt un succédané des sorties scout de la paroisse Saint-Joseph : « *Cette ballade amicale contribuera à créer entre les membres de cette section des liens de bonne et franche camaraderie* »<sup>89</sup>. Sortie pédestre et champêtre dimanche 23 novembre 1941, à 6 h., au stade municipal. Soixante avaient répondu à l'appel dans un ordre parfait. Direction Salazamay. Plein d'entrain, animés de la plus grande camaraderie. On rejoint Tamatave après une halte casse croûte. On chante :

*« Une fleur au chapeau,  
À la bouche une chanson...  
Le cœur joyeux et sincère. »*

On se sépare après avoir exprimé le « *symbole du volontaire* » et aux cris de « *Vive Pétain, Vive la France !* »<sup>90</sup>. Les jeunes gens et jeunes filles de 18 à 25 ans se retrouvent au stade municipal, un mois après, pour écouter M. Vinot, commissaire à la Jeunesse, professeur au lycée Gallieni, leur parler de leur devoir de Volontaires de la Révolution Nationale<sup>91</sup>. Deux cents jeunes sont là ; c'est un chiffre considérable dans

87. *Le Colon*, 25 octobre 1941, n° 1231.

88. *Le Colon*, 26 juillet 1941, n° 1220.

89. *Radio-Effort*, 21 novembre 1941, n° 1062 ; 1<sup>re</sup> édition.

90. *Radio-Effort*, 25 novembre 1941, n° 1068.

91. *Radio-Effort*, 27 décembre 1941, n° 1116.

une communauté aussi restreinte. On se sépare sur des formules creuses, trois fois répétées : « *France d'abord !* » et « *Toujours France !* »<sup>92</sup>. On est visiblement pris par la crampe du bras tendu, comme si on visait au loin le vieux chef moustachu de la métropole. Longtemps après, les témoins se taisent et ne reconnaissent jamais personne sur quelque photo que ce soit. Les interviews participantes, on s'en doutait un peu, ne sont pas la panacée pour ramener à la conscience l'histoire de Vichy.

### Les parents des boys-scouts

Quant aux réunions sur le stade, ce n'est certes pas encore de la politique ; ce sont les enfants des Messieurs du café du Commerce qui jouent aux boys scouts de pacotille en s'arrêtant chez l'ami de leur papa, E. Boiron, à Salazamay. Que font donc les pères, auxquels s'adresse le journal ? Verre en main, ils désespèrent les idéologues, comme P. Drieu La Rochelle, qui ont voulu remplacer « *la France de l'apéro* » par celle des biscotos : « *Tous aujourd'hui, rompez avec vos habitudes ; soyez pilier d'hôtel, au profit du Secours national. À l'apéritif, Hôtel Lagrave, Hôtel de France ! Au Bon coin, de l'ami Dupuy, R. V. général ! Que, tous unis, nous levions nos verres à l'amélioration du sort de nos prisonniers, de nos frères de France aux cris de « Vive la France ! Vive Tamatave ! » Bravo, M. Ch. Golaz pour votre geste digne d'un Français, d'un légionnaire* »<sup>93</sup>.

C'est confondant. Mais le mot est faible, quand on sait la violence que sous-tendent des pages de la même eau dans les jours qui suivent : « *Le gaullisme a pour but de créer en France une agitation au prix du sang français. Il est l'auteur de criminels attentats contre des officiers allemands. Les Anglais, aux abois, s'en servent pour retarder le retour de nos prisonniers et pour démoraliser le pays et saboter l'œuvre du maréchal. C'est à lui qu'ils en veulent* »<sup>94</sup>.

« *La cour de Riom se réunira le 15 janvier 1942. Pour le cas où elle prononcerait la peine de mort contre Gamelin, Blum, Daladier, ceux-ci auraient la tête tranchée, à moins que le chef d'État use à leur égard de son droit de grâce* »<sup>95</sup>.

« *Les attentats valent un million de F. d'amende en zone occupée. Il faut considérer qu'ils sont l'œuvre de juifs communistes et d'ennemis de la France agissant dans le but de saboter la réconciliation franco-allemande : 100 juifs seront fusillés*<sup>96</sup> [...] *Le gouvernement fait des démarches pour réduire le nombre de juifs à fusiller* »<sup>97</sup>.

Il est, dès lors, difficile de dire qu'il n'y a, jusqu'ici, dans Tamatave, que des délits d'opinion. On sent la jubilation sadique, le racisme qui relève la tête, quand bien même il ne concernerait que le journaliste qui rédige. Et quand le même journal prône de se rendre au cinéma Trianon voir un documentaire intitulé *Prisonniers de guerre*, réalisé dans les camps allemands, on est en droit de se demander si le Trianon sert *Propaganda-Staffel*. L'innocent R. Decary, responsable dans la capitale de la dis-

92. *Radio-Effort*, 29 décembre 1941, n° 1118.

93. *Radio-Effort*, 2 décembre 1941, n° 1079.

94. Deux films nazis circulent à Madagascar en 1941. Drotkowski est hors de cause. Mais il est difficile de savoir comment ils arrivent et qui les diffuse - en amont de l'autorité de Decary - en l'état de nos connaissances actuelles.

95. *Radio-Effort*, 6 décembre 1941, n° 1086.

96. *Radio-Effort*, 14 décembre 1941, n° 1097.

97. *Radio-Effort*, 15 décembre 1941, n° 1098.

tribution des films comme *L'Héroïque embuscade*, film nazi, totalement anti-français, a certainement eu l'occasion de se poser la question avant nous.

On flirte beaucoup à Tamatave, dans la Maison du Maréchal, avec une propagande délétère, impulsée par le personnage trouble qu'est le lieutenant Gresset, mort pour la France durant la libération de l'île d'Elbe. « *Le comité de Tamatave le regrette*<sup>98</sup>, dit P.H.Golaz : *c'est un propagandiste-né* »<sup>99</sup>. La semaine précédente dans une conférence au cinéma Valiton, en présence du GG Annet, Gresset avait annoncé « *les trois principes sur lesquels s'appuiera la nouvelle France : le racisme dans l'union de la France et de l'Empire ; la notion religieuse d'idéal et le culte de l'honneur sans compromis, qui s'accompagne du culte de la force qui seule peut donner à la patrie la vitalité qu'elle a perdue* »<sup>100</sup>.

Le seul témoin, M. Deboutière - administrateur de Mahanoro qui a défrayé la chronique dans l'affaire dite des bichiques<sup>101</sup> et que les anciens vichystes ont, dans les années 1943-1946, gentiment fait passer pour fou - qui ait voulu parler - et même écrire - pour dénoncer, va beaucoup plus loin. Certes Assolant, héros local, as des as, a descendu trois avions allemands en mai-juin 1940, dans le ciel de la Somme<sup>102</sup>. Mais quand il exprime à Tamatave en public, en janvier 1942, à l'occasion de la quinzaine du Secours national, son enthousiasme pour Mermoz, son « *compagnon de gloire* »<sup>103</sup>, il dérape, et comme Cordier, proviseur du lycée Gallieni, il va trop loin. Pour avoir été traîné dans la boue des ragots, M. Deboutière parle. Mais il s'exprime surtout pour la raison que le pouvoir en place l'a signalé début juin 1942 à Vichy, et que, peu après, sa mère, juive, a été déportée dans un camp allemand où elle est décédée.

## CONCLUSION

Il n'est pas simple d'accéder à la simple vie quotidienne d'une ville comme Tamatave entre 1940 et 1942, en dépit de témoins de bon vouloir. Comment faire reconnaître sur une photo, sans émotion - avec la bonne conscience de l'historien, créée *ex nihilo* -, le frère ou le voisin en position délicate, le bras tendu vers un je-ne-sais-quoi métahistorique ? Les blocages procèdent des relations de famille et de voisinage et leur amalgame s'appelle la loi du silence. L'harmonie des jours qui suivent l'arrivée des Anglais requiert l'oubli absolu de dérapages d'un temps révolu.

Les quatre Européens et les quatre indigènes, sous escorte, en provenance d'Antalaha, refoulés sur Tananarive le 16 juin 1942, les cinq navires provenant d'Indochine qui font escale en octobre 1941<sup>104</sup> et dont plusieurs passagers restent dans la ville<sup>105</sup>, les réfugiés de Djibouti, la dénonciation publique d'un comptable franc-maçon<sup>106</sup>, la douzaine de canonés malgaches décédés à Tanambao le 18 septembre 1942, tout

98. Il a aussitôt été reconduit sur Vichy par Annet, traité en public d'« émasculé ».

99. 6(2) D 49, 25 novembre 1941. Tamatave, 10<sup>e</sup> séance de la Légion.

100. *Servir*, 14 novembre 1941, n° 41.

101. L'affaire des sous-marins japonais est liée à l'affaire Seyrig, dite du Sud. La personne de Deboutière fait le lien.

102. *Radio-Effort*, 22 décembre 1941, n° 1109.

103. *Radio-Effort*, 30 décembre 1941, n° 1121.

104. Cinq navires marchands chargés de 9000 t de sucre et de 5000 t de café, en route sur la zone non occupée et l'AOF, sont interceptés le 2 novembre 1941 au large de Durban. Des dizaines de Français de Madagascar s'y retrouvent ainsi internés.

105. Dont l'extraordinaire J. Michel Hertrich, professeur et écrivain, futur ami de P. H. Siriex. Voir *France-Madagascar*, 25 juin 1943, n° 31.

106. *Le Journal de Madagascar*, samedi 5 septembre 1942, n° 2124.

comme le tir de semonce irresponsable contre des navires britanniques dotés d'une énorme puissance de feu, l'épuration du commissaire Thieux<sup>107</sup> comme celle de l'administrateur G. Lenne - certainement les seuls épurés de Tamatave - sont autant de sujets enfouis au tréfonds de l'oubli *zanatany*.

De vieilles personnes ont encore aujourd'hui des peines lourdes à porter. Si les ancêtres défunts le tolèrent, malgré une triple prescription de soixante ans, la rupture de cette omerta doit pouvoir leur permettre, avant que ne s'ouvrent dans plusieurs années les archives de la province, de libérer une mince partie du refoulé, si dur à supporter.

---

107. Nous remercions ici sa fille, M<sup>me</sup> X., (Toulon); de même nous rendons hommage à la mémoire de M<sup>me</sup> Rollo. Nous remercions de même M<sup>mes</sup> Bonfils, Crescence, Gaudebout (fille de l'administrateur d'Antalaha), Servaux, ainsi que MM. J. Coré et Ed. Golaz, A. de Jouvencourt, Lagesse, personnes sans lesquelles cet article n'aurait jamais pu être entrepris.